

Vers une société contributive de pair à pair -2

Et si le pair-à-pair devenait le modèle et le moteur d'une nouvelle organisation sociale ? – Deuxième volet de la réflexion de Michel Bauwens (si vous avez raté le début, c'est par ici).

Source : Blueprint for P2P Society par Michel Bauwens

Traduction Framalang : Fabrice, goofy, jums, CLC, avec l'aimable contribution de Maïa Dereva.

2. Les relations entre la communauté et la coalition d'entrepreneurs

Quelles sont les relations entre cette coalition d'entrepreneurs et les communs dont ces entrepreneurs retirent leur valeur ? La coalition subvient aux besoins vitaux des « communs » et soutient parfois financièrement l'institution à but lucratif. IBM, par exemple, verse un salaire aux développeurs/communs qui contribuent à l'environnement Linux ainsi que des aides à l'association à but non lucratif (la Fondation Linux). Ainsi, les coalitions entrepreneuriales co-produisent et financent les biens communs sur lesquels leur succès est bâti.

Il est vrai qu'en agissant de la sorte, ils font par ailleurs de Linux un « commun d'entreprises », comme l'a expliqué Doc Searls :

Le rédacteur en chef du Linux Journal explique que « Linux est devenue une entreprise économique commune (une *joint venture*) composée d'un certain nombre de sociétés, tout comme Visa est une entreprise commune à un certain nombre de sociétés financières. Comme le montre le rapport de la Fondation Linux, ces sociétés participent au projet pour des raisons

commerciales diverses et variées ».

Dans un rapport de la Fondation Linux sur le noyau de Linux, il est dit clairement :

Plus de 70 % des développements du noyau sont visiblement réalisés par des développeurs qui sont rémunérés pour ce travail. Plus de 14 % vient de contributions de développeurs qui sont connus pour ne pas être rémunérés et être indépendants, et 13 % sont produits par des gens qui peuvent ou non être rémunérés, donc la contribution faite par des travailleurs rémunérés peut atteindre jusqu'à 85 %. Par conséquent, le noyau Linux est largement produit par des professionnels, et non par des bénévoles.

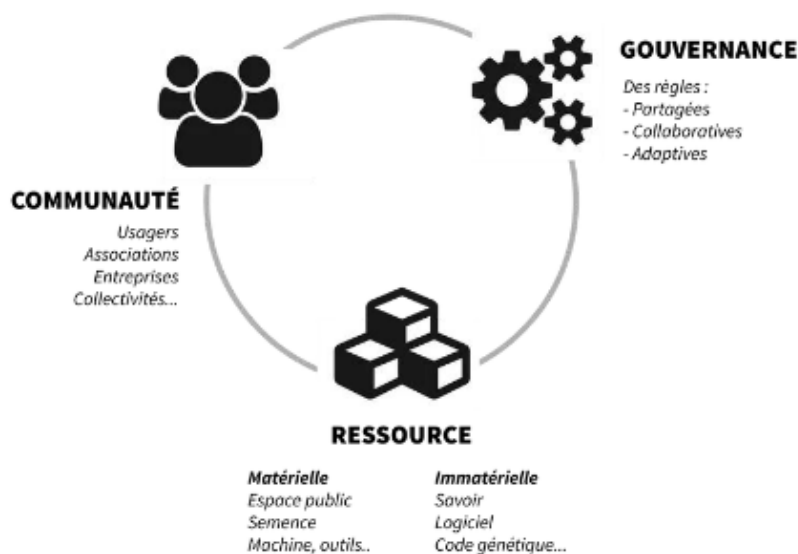
Mais ce n'est pas là toute l'histoire. Timothy Lee explique que la transformation de Linux en entreprise n'a pas changé son modèle d'organisation sous-jacente:

... l'important est la manière dont les projets open source sont organisés en interne. Dans un projet logiciel traditionnel, il y a un responsable projet qui décide des fonctionnalités dont bénéficiera le produit, et affecte du personnel pour travailler sur ces différentes fonctionnalités. En revanche, personne ne dirige le développement général du noyau Linux. Oui, Linus Torvalds et ses lieutenants décident quels correctifs iront finalement dans le noyau, mais les employés de Red Hat, IBM et Novell qui travaillent sur le noyau Linux ne reçoivent pas d'ordre de leur part. Ils travaillent sur ce qu'ils (et leurs clients respectifs) pensent être le plus important, et la seule autorité que possède Torvalds est celle de décider si le correctif qu'ils soumettent est suffisamment bon pour être intégré au noyau.

Clay Shirky, auteur de « Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organisations [NdT : Voici venir tout le

monde: le pouvoir de s'organiser sans les organisations] souligne que les entreprises qui travaillent avec Linux, comme IBM, « ont abandonné le droit de gérer les projets pour lesquels ils payent, et que leurs concurrents ont accès immédiatement à tout ce qu'ils font. Ce n'est pas un produit IBM. »

C'est donc là où je veux en venir : même avec des sociétés d'actionnaires alliées à la production entre pairs, la création de valeur de la communauté reste toujours au cœur du processus, et la coalition entrepreneuriale, jusqu'à un certain point, suit déjà cette nouvelle logique, dans laquelle la communauté prime, et où le business est secondaire. Dans ce modèle, la logique d'entreprise doit s'accommoder de la logique sociale. En d'autres termes, c'est avant tout une « économie éthique ».



D'après une diapositive exposée par M. Dereva à l'occasion de la manifestation Le cloud de Numérique en Commun[s] – sept. 2018 (CC BY-NC-SA 4.0)

3. La logique démocratique des institutions à but lucratif

La production entre pairs repose aussi sur une infrastructure de coopération parfois coûteuse. Wikipédia n'existerait pas sans le financement de ses serveurs, pas non plus de logiciel

libre ou de matériel ouvert sans mécanisme de support similaire. C'est pour cela que les communautés *open source* ont créé une nouvelle institution sociale : les associations à but lucratif.

Encore une fois, c'est une innovation sociale importante car, contrairement aux institutions à but non-lucratif ou non-gouvernementales, elles ne fonctionnent pas du point de vue de la rareté. Les ONG classiques fonctionnent encore comme d'autres institutions industrielles à l'instar de l'entreprise ou de l'état-marché, car elles estiment que les ressources doivent être mobilisées et gérées.

À l'inverse, celles qui ont un but lucratif ont uniquement un rôle actif qui permet et favorise la coopération au sein de la communauté, qui fournit les infrastructures, sans pour en diriger les processus de production. Ces associations existent dans le seul but de bénéficier à la communauté dont elles sont l'expression, et c'est la bonne nouvelle, elles sont souvent gérées de manière démocratique. Et elles doivent l'être, car une institution non démocratique découragerait les contributions de sa communauté de participants.

Maintenant, le hic est de savoir comment appeler une institution responsable du bien commun de tous les participants, en l'occurrence, pas les habitants d'un territoire, mais les personnes impliqués dans un projet similaire ? Je rétorquerais que ce type d'institution à but lucratif possède une fonction très similaire aux fonctions normalement dévolues à l'État.

Bien que la forme étatique soit toujours aussi une institution de classe qui défend un arrangement particulier de privilèges sociaux, elle ne peut jamais être un simple instrument de règle de privilégié à elle seule, mais doit aussi gérer le commun. Si l'on considère cette dernière option, la plupart des gens la verrait comme acceptable, voire bonne. En revanche, si l'on considère que l'État échoue dans cette

gestion, alors il perd sa légitimité et il est vu de plus en plus comme une source d'oppression par une minorité.

En général, un État reflète l'équilibre des forces à l'œuvre dans une société donnée. L'État providence était une forme acceptable puisqu'il reposait sur un compromis et sur la force d'un puissant mouvement de travailleurs ouvriers, alors que « la peur de Dieu » était instillée dans les milieux privilégiés par la possibilité d'un modèle alternatif d'État qui aurait pu faire disparaître la loyauté de leurs citoyens.

Cette alternative s'est effondrée en 1989, et avec elle les mouvements sociaux occidentaux. Elle a d'autant plus été affaiblie par les choix sociaux, politiques et économiques de désindustrialiser le Nord depuis les années 1980. Depuis, l'État providence a peu à peu laissé sa place à l'État providence contemporain des multinationales (parfois appelé « l'État marché »), qui aide uniquement les privilégiés, détruit les mécanismes de solidarité sociaux, et appauvrit la majorité de la population, et a fortiori affaiblit fatalement la classe moyenne.

Malheureusement, un tel système ne peut avoir aucune légitimité à long terme, et rompt tout contrat social qui peut garantir la paix sociale. Il est compliqué d'établir une loyauté sur la perspective d'une souffrance toujours plus grande !

Cela signifie que nous assistons non seulement à la mort réelle de l'État providence social, mais aussi à la mort et à l'impossibilité logique de l'État-marché. Nous pourrions ajouter que même l'État providence est devenu problématique. La raison principale en est que sa base sociale, la classe ouvrière occidentale et ses mouvements sociaux, sont devenues des minorités démographiques en Occident, et que ses mécanismes, même lorsqu'ils fonctionnaient, ne contribueraient pas beaucoup à aider la majorité sociale actuelle, c'est-à-dire les travailleurs de la connaissance et des services,

souvent indépendants et précaires.

De plus, le fonctionnement paternaliste et bureaucratique de beaucoup d'États providence devient inacceptable face à la demande émergente d'autonomie sociale et personnelle qui est l'un des principaux désirs sociaux de la nouvelle classe des travailleurs de la connaissance. La plupart des autres fonctions sociales de l'État providence ont été affaiblies par les réformes néolibérales du « *New Labour* » qui tendent à introduire la logique du secteur privé dans le monde du secteur public.